



WILLIAM BOURTON
JOURNALISTE, CHEF DU SERVICE FORUM

Est-il pertinent de poursuivre l'ancien président Trump en justice pour l'assaut du Capitole ? La question peut sembler choquante, mais aux Etats-Unis, certains se la posent, comme d'autres naguère après le scandale du Watergate.

Juger un ancien président ?

“

La différence avec l'actuelle affaire Trump, c'est que Richard Nixon s'était préalablement suicidé politiquement...

Les premières auditions publiques de la commission d'enquête parlementaire chargée de faire la lumière sur la responsabilité de Donald Trump dans l'assaut du Capitole par ses partisans, le 6 janvier 2021, sont accablantes. En gros, il appert que cette « tentative de coup d'Etat » fut bel et bien encouragée par l'ancien président, battu deux mois plus tôt par Joe Biden.

Il y a loin entre une séance au Congrès et une audience devant un tribunal fédéral. Ainsi, aucun avocat n'a véritablement défendu l'accusé – lequel n'a pas tardé à dénoncer une « parodie de justice » destinée (air connu) à détourner l'attention sur les fraudes commises lors de l'élection présidentielle – et les témoins et éléments à charge n'ont guère été « contre-interrogés » ou contestés.

Mais au-delà même des exigences légales minimales et préalables à une action en justice, la perspective de poursuivre un ancien président des Etats-Unis implique des considérations beaucoup plus profondes et des conséquences plus larges.

Dans son édition du week-end dernier, le *New York Times*, peu suspect d'être « trumpiste », notait ainsi que des accusations criminelles contre Trump portées par l'administration de l'homme qui l'a vaincu le 3 novembre 2020 – sept membres de la commission parlementaire sur neuf sont démocrates – ne manqueraient pas d'enflammer davantage un pays déjà très polarisé. Par ailleurs, poursuivait le quotidien, une telle action pourrait constituer un précédent à l'encontre de futurs ex-présidents, dans des affaires moins fondamentales.

« Poursuivre un ancien président est une colline qu'aucun procureur fédéral n'a essayé de gravir », résume John Q. Barrett, un ancien avocat indépendant associé, sous l'ère Reagan, à l'enquête « Iran-Contra ». « C'est très "tendu" ;

c'est une démarche énorme en tant qu'enquête, procès, saga nationale et traumatisme »...

L'idée de traduire en justice le président sorti de charge n'est pourtant pas une première. Ainsi, en janvier 2009, à quelques jours de son entrée en fonction, Barack Obama avait affirmé que son administration étudiait les suites à donner aux interrogatoires et détentions illégales effectués dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme », en précisant que personne n'était au-dessus de la loi. Mais l'affaire en resta là, même lorsque le président George W. Bush reconnut dans ses mémoires (*Instants décisifs*, Plon, 2020) qu'il avait lui-même ordonné d'utiliser la technique de « simulation de noyade » à l'encontre du responsable opérationnel du 11-Septembre, Khaled Cheikh Mohammed.

Le spectre de Nixon

Les atermoiements sur les suites politico-judiciaires de l'assaut du Capitole rappellent un autre scandale d'Etat : celui du Watergate, dont on célèbre ces jours-ci le 50^e anniversaire du déclenchement.

La différence avec l'actuelle enquête préliminaire sur Donald Trump, c'est qu'à l'époque, Richard Nixon était le président élu des Etats-Unis – et même « réélu » puisque le 7 novembre 1972, il avait disposé de son challenger démocrate, George McGovern, dans 49 Etats sur 50.

Comme Trump, Nixon a toujours affirmé qu'il n'était pas le « donneur d'ordre ». S'il n'y avait eu que l'effraction et la pose de micros dans le bureau du Parti démocrate, il s'en serait d'ailleurs peut-être tiré, au bénéfice du doute. Mais son attitude catastrophique face aux développements de l'enquête lui sera fatale. On peut même dater précisément le point de non-retour : le 27 juin 1973. Ce jour-là, alors que Nixon n'avait cessé d'affirmer qu'il désirait que la justice suive son cours et fasse toute la lumière sur l'affaire, un de ses proches conseillers juridiques, John Dean, s'accusa sous serment de multiples malversations menées à la demande de son patron pour étouffer l'affaire.

Le 9 août 1974, Richard Nixon préféra démissionner plutôt que de subir l'humiliation d'une destitution devenue quasi inéluctable devant le Sénat.

Comme dans le dossier Trump aujourd'hui, la fin du mandat de Nixon ne mit cependant pas fin aux nombreuses demandes de le voir condamné. Mais le 8 septembre 1974, le nouveau président, Gerald Ford, prit sur lui de mettre un point final à l'affaire du Watergate en accordant un pardon complet à son prédecesseur « pour tous les crimes qu'il aurait pu commettre envers le pays en tant que président ».

Ford justifia sa décision afin de réconcilier les Américains, le cas Nixon étant, selon lui, « une tragédie nationale dans laquelle nous avons tous joué un rôle ». L'action éteinte, on pouvait passer à autre chose...

A l'époque, ce « fait du prince » provoqua un tollé. Mais lorsque les passions retombèrent, la pertinence de poursuivre en justice le président déchu perdit de son évidence. Ainsi, au lendemain du décès de Gerald Ford, en 2006, Richard Ben-Veniste, ancien procureur du Watergate étiqueté démocrate, affirma que la réponse à la question de savoir si Ford avait pris la bonne décision était « plus nuancée que les hurlements d'indignation qui ont accueilli le pardon il y a trois décennies ». Le sénateur Ted Kennedy, un de ces « indignés » à l'époque, affirma quant à lui qu'il en était venu à accepter cette grâce présidentielle comme « la meilleure décision pour le pays ».

La différence avec l'actuelle affaire Trump, naturellement, c'est que Richard Nixon s'était préalablement suicidé politiquement...

L'ivresse du pouvoir

Si, comme l'a affirmé John Dean la semaine dernière sur CNN, le Watergate est « une histoire que nous ne devrions pas oublier », c'est aussi pour cette autre leçon : la démocratie a impérativement besoin de garde-corps contre les potentats, fussent-ils démocratiquement élus. Or, selon l'ancien juriste, depuis les années « Bush-Cheney », les présidents ont tout fait pour récupérer le terrain et les pouvoirs perdus après le Watergate.

« Je ne pense pas que vous puissiez regarder le Watergate aujourd'hui sans regarder ce qui s'est passé pendant les années Trump », précisa Dean. « Et cela rend Richard Nixon "plutôt bien" (*pretty good*) en comparaison... Il est évident pour moi que Nixon avait une conscience. Il a connu la honte. A-t-il abusé du pouvoir ? Bien sûr. Mais au moins, il avait des contrôles internes sur lui-même. Je ne suis pas sûr que, sur ces deux points, c'était le cas de Donald Trump. »



CE SAMEDI, LA CHRONIQUE
« JE DIRAIS MÊME PLUS »
D'ALAIN BERENBOOM,
ÉCRIVAIN



CE SAMEDI, LA CHRONIQUE
« VOUS AVEZ DE CES MOTS »
DE MICHEL FRANCARD,
PROFESSEUR À L'UCLouvain



MARDI, LA CHRONIQUE
« ALTERNATIVES »
DE JEAN-FRANÇOIS KAHN,
JOURNALISTE ET ÉSSAYISTE



Dom Phillips et Bruno Araújo Pereira retrouvés morts. Morts pour avoir défendu l'environnement et survie des peuples indigènes au Brésil. Morts parce que les intérêts de l'agrobusiness dominant. STOP aux assassinats qui servent aussi les intérêts économiques de l'UE, ne soyons pas complices.

Saskia Bricmont

Députée européenne (Verts/ALE)



Reconnaître Maduro, c'est reconnaître la dissidence des Farc, l'ELN, le terrorisme, le trafic de drogue. C'est reconnaître la violence politique de l'Etat, reconnaître des auteurs violations des droits humains

Juan Guaidó Chef de l'opposition vénézuélienne

”

ABONNÉS



Carte blanche : Faire grève chez Ryanair, une question de dignité

Le conflit entre le personnel de la compagnie aérienne low cost et leur employeur ne date pas d'aujourd'hui. L'ampleur européenne de la mobilisation syndicale est symbolique à plusieurs égards, expliquent Jean Vandewattyne (Université de Mons), Frédéric Dobruszkes (IGEAT-Université Libre de Bruxelles) et Bruno Bauraind (Gresea, Université de Mons).